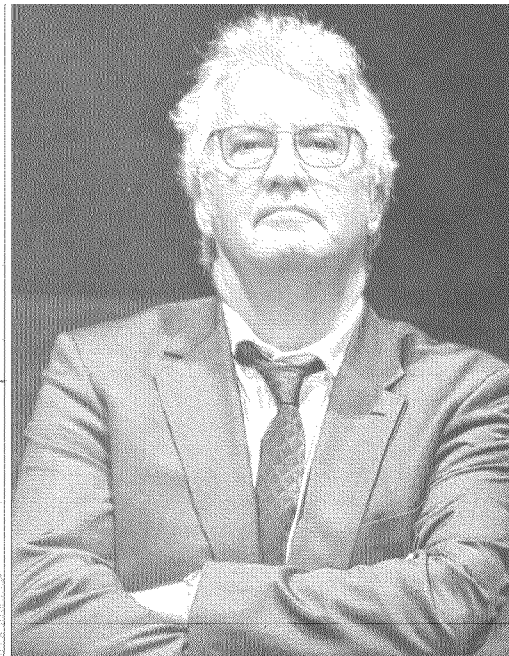


La Métropole fera-t-elle exploser le département ?

Face au projet de fusion, le pays d'Arles regarde plutôt vers le nord

Une formule qui fait frémir à Paris ? Bouches-du-Rhône. "J'étais récemment à un congrès des présidents d'intercommunalités, raconte Hervé Chérubini, maire PS de Saint-Rémy-de-Provence. Il y avait deux ministres. Dès que j'ai évoqué notre département et la possibilité d'une fusion avec la Métropole, tout le monde a pris peur et s'est retranché derrière son côté singulier." Une prudence qui en dit long. Au printemps, alors qu'il n'était que candidat à l'Élysée, Emmanuel Macron était toutes voiles dehors. "Il faut fusionner le département avec la Métropole

"On peut imaginer des associations sur des projets dépassant les frontières départementales".



Martine Vassal, la présidente du département des Bouches-du-Rhône, et Bernard Reynès, maire de Châteaurenard, pas sur la même longueur d'onde concernant la Métropole. /PHOTOS ARCHIVES L.P.

Aix-Marseille". Le président de la République a ouaté son propos depuis. "Il ne veut plus rien imposer", assure Bernard Reynès, maire LR de Châteaurenard. Qui convient que le chef de l'État va pourtant au bout de ses idées.

À la veille du congrès de l'Assemblée des Départements de France qui se tient cette semaine à Marseille, la question des Bouches-du-Rhône est symbolique en France. De la réforme des institutions en gestation, mais aussi de la modernisation du territoire. De ses identités, des cultures qu'elle nourrit. Prenons Arles. En lisière d'une Métropole Aix-Marseille qu'elle a vu se construire cahin-caha, la cité romaine se fait happer. Discrètement, par un Conseil départemental des Bouches-du-Rhône où Martine

Vassal, la présidente LR, multiplie les politesses. Même si son idéal serait de transformer le département en Métropole, suivant la logique du gouvernement et du "sens de l'Histoire", elle avance à pas de loup. "Elle n'a pas de tabou, glisse-t-on dans son entourage. Toutes les hypothèses sont sur la table."

Il n'y en a pas trente-six. Une fusion pure et simple du Département et de la Métropole conduirait à de nouvelles élections. Pour le gouvernement, ce serait l'opportunité d'introduire le scrutin proportionnel et des élus de la République en Marche. Certains y voient une visée municipale pour Marseille en 2020 ou 2021.

Les élus du nord des Bouches-du-Rhône et du pays d'Arles échaffaudent d'autres stratégies. Un collectif de

29 communes initié par Bernard Reynès attend ainsi une étude d'un cabinet toulousain, le même qui a construit un département du Rhône autour de la métropole lyonnaise, pour valider son plan. "Une fusion entre Métropole et Département signifierait que la première mangerait le second, craint Bernard Reynès. Cette uniformisation des territoires induit que les communes de moins de 5000 habitants ne seraient plus représentées. C'est tuer la ruralité. On peut imaginer, en revanche, une fusion entre le département et les communes hors Métropole. C'est parfaitement viable." Avec 200 000 habitants, le territoire serait plus peuplé qu'une dizaine de départements actuels. Mais deux fois moins que le Rhône et ses pôles économiques rentables. "Cette structure qui avale-

rait les trois intercommunalités actuelles peut tenir la route financièrement", assure Hervé Chérubini. Des maires voient déjà plus loin, étendant la collectivité au sein du Gard, du Vaucluse et de la Drôme. "On peut imaginer des associations sur des projets dépassant les frontières départementales, comme le marché d'intérêt national de Châteaurenard", indique Bernard Reynès. Pure spéculation ? "L'idéal serait bien sûr qu'on s'organise entre nous, modère le maire PCF d'Arles Hervé Schiavetti. "Mais il faut être pragmatique et penser d'abord à équilibrer nos budgets. Marseille reste le centre économique et géographique ce département."

Un aimant politique auquel Emmanuel Macron tient beaucoup.

François TONNEAU

VENDREDI, À MARSEILLE

Édouard Philippe attendu de pied ferme

Trois dossiers prioritaires au Congrès de l'Assemblée des Départements de France qui se tiendra jeudi et vendredi à Marseille : le financement des aides sociales après la diminution du nombre de contrats aidés d'une part. L'explosion, d'autre part, du nombre de mineurs étrangers non accompagnés présents sur le territoire, en témoignent les difficultés rencontrées par certaines communes des Alpes-Maritimes ou des Hautes-Alpes. L'adaptation, enfin, de la

loi NOTRe de 2015 sur l'organisation territoriale. Ce qui induit la question épineuse, notamment dans les Bouches-du-Rhône, de la fusion à venir entre Départements et Métropoles. "Lors de la Conférence nationale des territoires en juillet, signale Martine Vassal, présidente du Conseil départemental 13, le président de la République et le Premier ministre nous ont dit : 'On va écouter les élus locaux.' On espère que le Premier ministre annoncera de bonnes choses, qu'il viendra

avec des belles valises pleines d'argent sonnant et trébuchant." Attendu vendredi, Édouard Philippe marchera sur des œufs. Après s'être brouillé avec les Régions il y a trois semaines, le chef du gouvernement devra déminer sans céder sur des impératifs budgétaires serrés. Plusieurs annonces devraient être faites, sur les dotations financières comme sur les mineurs étrangers. Ce qui libérerait une soupape avant le congrès des maires prévu en novembre. F.T.